

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 43.898/4
DU 19 DÉCEMBRE 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Mobilité, le 6 décembre 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles, leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité, l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire et l'arrêté royal du 20 juillet 2001 relatif à l'immatriculation des véhicules", a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*
* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

1. Conformément à l'article 6, § 4, 3/, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, le projet examiné a été soumis à la procédure d'association des gouvernements régionaux.

Dans le cadre de cette procédure, le Gouvernement flamand a formulé plusieurs observations, dont une a été partiellement intégrée dans le projet examiné ⁽¹⁾.

Il revient à l'auteur du projet de vérifier si la modification ainsi apportée au projet initial a bien été soumise aux deux autres gouvernements régionaux.

⁽¹⁾ Voir l'article 56bis, alinéa 2, en projet, de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (article 2 du projet).

2. L'article 1^{er} du projet vise à modifier l'article 78 de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles, leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité.

Cet arrêté royal du 15 mars 1968 trouve actuellement son fondement légal dans l'article 1^{er} de la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments, ainsi que les accessoires de sécurité, dont le paragraphe 3 dispose :

"§ 3. Les arrêtés d'exécution de la présente loi sont pris après avis d'une commission administration- industrie dont le Roi fixe la composition et les règles de fonctionnement."

L'article 1^{er} du projet examiné doit, par conséquent, être soumis à cette formalité préalable.

Observations particulières

Préambule

Alinéa 1^{er}

À l'alinéa 1^{er} du projet, il y lieu d'omettre les mots "modifié par les lois des 21 juin 1985, 20 juillet 1991, 5 août 2003 et 20 juillet 2005".

Ces modifications n'ont, en effet, pas affecté l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968.

Alinéa 2 (nouveau)

Conformément à la deuxième observation générale formulée ci-avant, il convient d'insérer dans le préambule un nouvel alinéa 2, visant la loi du 21 juin 1985 précitée, notamment l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, modifié par les lois des 18 juillet 1990 et 27 novembre 1996.

.../...

Alinéa 7

L'alinéa 7 du préambule, relatif au visa de l'avis de l'inspecteur des finances, doit être omis. Le projet ne présentant pas d'impact budgétaire, il ne doit, en effet, pas être soumis à cette formalité préalable. Cet avis ne figure d'ailleurs pas dans le dossier joint à la demande d'avis.

Alinéa 8

À l'alinéa 8 du préambule, la date à laquelle le présent avis est donné sera corrigée.

DispositifArticle 1^{er}

1. Dans la phrase liminaire de l'article 1^{er} du projet, il convient de mentionner les modifications encore en vigueur apportées à l'article 78 de l'arrêté royal du 15 mars 1968 précité.

Cette mention ne doit, par contre, pas figurer à l'alinéa 2 (devenant l'alinéa 3), du préambule.

2. Il convient de préciser, au début du paragraphe que l'article 1^{er} du projet vise à ajouter à l'article 78 de l'arrêté royal du 15 mars 1968 précité, qu'il s'agit du paragraphe 4 ⁽²⁾.

⁽²⁾ Dans la version française, la phrase liminaire sera donc rédigée comme suit :
"[...], il est ajouté un § 4 rédigé comme suit :
«§ 4. [... la suite comme au projet]»".

3. Les deux observations qui précèdent valent également pour l'article 3 du projet, lequel vise à ajouter un nouveau paragraphe 4 à l'article 20 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire.

4. Dans le texte français de l'article 78, § 4, en projet, de l'arrêté royal du 15 mars 1968, précité, il convient de remplacer les mots "d'application sur les véhicules" par les mots "d'application aux véhicules".

La même observation vaut pour la suite du projet.

5. Il est préférable d'écrire dans le texte français "soit pour des essais" plutôt que "soit pour des tours d'essai".

La même observation vaut pour la suite du projet.

6. Il convient également d'assurer la concordance entre la version française et la version néerlandaise, laquelle version vise les mots "die manifestaties".

La même observation vaut pour la suite du projet.

Article 2

1. Dans la version française, la phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Dans l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, il est inséré un article 56*bis* rédigé comme suit : «[...]la suite comme au projet]»".

2. À l'article 56bis, alinéa 1^{er}, en projet, de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (article 2 du projet), il n'y a pas lieu de viser l'article 30.2.

Cette disposition a, en effet, été abrogée par l'article 11, 1/, de l'arrêté royal du 13 février 2007 relatif aux engins de déplacement, entré en vigueur le 15 mars 2007.

Article 3

À l'article 20, § 4, en projet, il y a lieu d'écrire :

"[...] quels que soient la masse du véhicule et le nombre de places [...]".

Article 5

À l'article 5 du projet, il convient d'en confier l'exécution au Ministre qui a la circulation routière dans ses attributions, au lieu du Ministre de la Mobilité.

L'exécution doit en effet perdurer au-delà de l'actuelle répartition des compétences ministérielles et de la qualification actuelle de ces dernières.

La chambre était composée de

Messieurs	Ph. HANSE,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
	J. JAUMOTTE,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

Ph. HANSE

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 43.898/4
VAN 19 DECEMBER 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 6 december 2007 door de Minister van Mobiliteit verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen, het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg, het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs en het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen", heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de Regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. Overeenkomstig artikel 6, § 4, 3/, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, is voor het onderzochte ontwerp de procedure gevolgd om de gewestregeringen bij het ontwerp te betrekken.

In het kader van deze procedure heeft de Vlaamse Regering verschillende opmerkingen gemaakt, waarvan er een gedeeltelijk in het onderzochte ontwerp is opgenomen ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Zie het ontworpen artikel 56bis, tweede lid, van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg (artikel 2 van het ontwerp).

De steller van het ontwerp behoort na te gaan of de wijziging die aldus in het oorspronkelijke ontwerp is aangebracht aan de twee andere gewestregeringen is voorgelegd.

2. Artikel 1 van het ontwerp strekt tot wijziging van artikel 78 van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen.

Dit koninklijk besluit van 15 maart 1968 vindt thans rechtsgrond in artikel 1 van de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen, waarvan paragraaf 3 het volgende bepaalt :

"De besluiten tot uitvoering van deze wet worden vastgesteld na advies van een commissie administratie-nijverheid waarvan de Koning de samenstelling en de werkwijze bepaalt."

Voor artikel 1 van het onderzochte ontwerp moet dit voorafgaand vormvereiste bijgevolg vervuld worden.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Eerste lid

In het eerste lid van het ontwerp dienen de woorden "gewijzigd bij de wetten van 21 juni 1985, 20 juli 1991, 5 augustus 2003 en 20 juni 2005" te vervallen.

Deze wijzigingen raken immers niet aan artikel 1, eerste lid, van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968.

Tweede lid (nieuw)

Gelet op de tweede algemene opmerking die hierboven gemaakt is, dient in de aanhef een nieuw tweede lid te worden ingevoegd, dat verwijst naar de voornoemde wet van 21 juni 1985, inzonderheid naar artikel 1, § 1, eerste lid, gewijzigd bij de wetten van 18 juli 1990 en 27 november 1996.

Zevende lid

Het zevende lid van de aanhef, betreffende de verwijzing naar het advies van de inspecteur van financiën, behoort te vervallen. Daar het ontwerp geen budgettaire weerslag heeft, hoeft immers niet aan dit voorafgaand vormvereiste worden voldaan. Dit advies is trouwens niet opgenomen in het bij de adviesaanvraag gevoegde dossier.

Achtste lid

In het achtste lid van de aanhef moet de datum waarop dit advies is gegeven worden gecorrigeerd.

DispositiefArtikel 1

1. In de inleidende zin van artikel 1 van het ontwerp moeten de nog van kracht zijnde wijzigingen worden vermeld die in artikel 78 van het voornoemde koninklijk besluit van 15 maart 1968 zijn aangebracht.

Deze vermelding hoeft daarentegen niet in het tweede lid van de aanhef (dat het derde lid wordt) te worden opgenomen.

2. Vooraan in de paragraaf die artikel 1 van het ontwerp beoogt toe te voegen in artikel 78 van het voormelde koninklijk besluit van 15 maart 1968, moet worden vermeld dat het gaat om paragraaf 4 ⁽²⁾.

3. De twee opmerkingen die voorafgaan, gelden eveneens voor artikel 3 van het ontwerp, dat ertoe strekt een nieuwe paragraaf 4 toe te voegen in artikel 20 van het koninklijk besluit van 25 maart 1998 betreffende het rijbewijs.

4. In de Franse tekst van het ontworpen artikel 78, § 4, van het voormelde koninklijk besluit van 15 maart 1968 moeten de woorden "d'application sur les héhicules" worden vervangen door de woorden "d'application aux véhicules".

Dezelfde opmerking geldt ook verderop in het ontwerp.

5. Het is verkieslijk in de Franse tekst te schrijven : "soit pour ces essais", veeleer dan "soit pour des tours d'essai".

Dezelfde opmerking geldt ook verderop in het ontwerp.

6. Er moet ook worden gezorgd voor overeenstemming tussen de Franse versie en de Nederlandse versie, waarin sprake is van "die manifestaties".

Dezelfde opmerking geldt ook verderop in het ontwerp.

Artikel 2

1. In de Franse versie zou de inleidende zin beter als volgt worden geredigeerd :

⁽²⁾ In de Nederlandse versie behoort de inleidende zin dus als volgt te worden geredigeerd :
"[...] wordt aangevuld met een § 4, luidende :
«§ 4. [...] voorts zoals in het ontwerp]»".

"Dans l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, il est inséré un article 56bis rédigé comme suit : «[...] voorts zoals in het ontwerp]»".

2. Er is geen grond om in het ontworpen artikel 56bis, eerste lid, van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg (artikel 2 van het ontwerp), naar artikel 30.2 van het reglement te verwijzen.

Deze bepaling is immers opgeheven door artikel 11, 1/, van het koninklijk besluit van 13 februari 2007 betreffende de voortbewegingstoestellen, in werking getreden op 15 maart 2007.

Artikel 3

In de Franse versie van het ontworpen artikel 20, § 4, moet worden geschreven :

"[...] quels que soient la masse du véhicule et le nombre de places [...]".

Artikel 5

In artikel 5 van het ontwerp moet de minister bevoegd voor Wegverkeer met de uitvoering van het besluit worden belast, in plaats van de Minister van Mobiliteit.

De tenuitvoerlegging moet immers voortduren na afloop van de huidige verdeling van de ministeriële bevoegdheden en van de huidige omschrijving ervan.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Ph. HANSE,	kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
	J. JAUMOTTE,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C. GIGOT

Ph. HANSE